

20^{ème} anniversaire de la Convention de 2005 sur la Protection et la Promotion de la Diversité des Expressions Culturelles – 20 juin 2025, Paris, France (UNESCO)

20th Anniversary Conference of the 2005 Convention on the Protection and the Promotion of the Diversity of Cultural Expressions – 20 June 2025, Paris, France (UNESCO)

Session 2 : Accès équitable, ouverture et échanges équilibrés de biens et services culturels : Une approche holistique de la promotion de la diversité culturelle

Modératrice : Véronique Guèvremont, Professeure à la Faculté de droit de l'Université Laval, Membre de la banque d'expertise UE-UNESCO

Panélistes :

- Luanda Smith, Creatividad y Cultura Glocal A.C.
- Marie Le Sourd, Secrétaire générale, On the Move
- Natalia Grincheva, Responsable du programme de gestion des arts à LASALLE, Université des arts de Singapour

Session 2: Equitable Access, Openness, and Balanced Exchanges of Cultural Goods and Services: A Holistic Approach to Promoting Cultural Diversity

Moderator: Véronique Guèvremont, Professor in the Faculty of Law at Laval University, Member of UNESCO-EU Expert Facility

Panellists:

- Luanda Smith, Creatividad y Cultura Glocal A.C.
- Marie Le Sourd, Secretary General of On the Move
- Natalia Grincheva, Programme Leader for BA Arts Management at LASALLE, University of the Arts Singapore

Réponses de Marie Le Sourd, Secrétaire générale d'On the Move
Answers by Marie Le Sourd, Secretary General of On the Move

Contacts : mobility@on-the-move.org / <http://on-the-move.org>

Funded by the European Union. Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Education and Culture Executive Agency (EACEA). Neither the European Union nor EACEA can be held responsible for them.

Question 1 : Sur les déséquilibres structurels dans les échanges culturels mondiaux

Comment votre travail cherche-t-il à remédier aux déséquilibres structurels qui façonnent les flux culturels mondiaux, que ce soit en termes de circulation des biens et services culturels ou de mobilité des artistes et autres professionnels de la culture ?

Tout d'abord, je souhaite remercier l'UNESCO de m'avoir invitée pour représenter le réseau On the Move, ce qui constitue un beau témoignage des nombreux échanges et des actions conjointes depuis ces dernières années.

Merci beaucoup Véronique pour votre introduction ainsi que Natalia et Luanda pour vos remarques, certaines d'entre elles faisant pleinement écho à ce que je vais partager.

Mes éléments de réponses seront bien sûr liés à l'expérience d'On the Move, le réseau d'information sur la mobilité internationale des artistes et professionnels de la culture, que j'ai la chance de coordonner depuis 2012. Le [réseau On the Move](#), créé d'abord tel un site Internet en 2002, compte maintenant 86 membres dans 32 pays notamment en Europe, Asie, Amérique du Nord, Afrique et la région SWANA. Le réseau inclut des financeurs de la mobilité, des points d'information de la mobilité, des réseaux culturels, des plateformes internationales d'informations, des organisations nationales avec une action internationale, des experts individuels etc., actifs dans toutes les disciplines artistiques. Le réseau est co-financé par le ministère français de la culture et l'Union européenne et via de nombreux projets à l'international.

Il existe en effet de nombreuses formes de déséquilibres structurels qui affectent les mouvements transfrontaliers et transcontinentaux dans le secteur artistique et culturel. Quelques chiffres peuvent le résumer, sur la base de nos derniers rapports¹ :

- 1) si notre système de veille est international, 75% des financements relayés sur notre site émanent néanmoins de structures publiques ou privées localisées en Europe et notamment en Europe de l'Ouest et du Nord,
- 2) plus de 35% des questions administratives concernent les questions de visas et de permis de travail,
- 3) seulement 2,5% des appels de mobilité incluent des frais liés à l'accessibilité (en termes de handicap, parentalité, artistes en situation de risque etc.)

En lien avec nos membres et de nombreux partenariats que nous nouons à travers le monde, nous tentons de répondre à ce contexte fortement contrasté où la mobilité loin d'être un choix, est souvent un moyen de réparer ce que les artistes et professionnels de la culture ne peuvent trouver dans leur contexte, et ceci via **trois types d'actions** :

- **Un accès gratuit, régulier et dans la mesure du possible actualisé** à [des appels](#) de mobilité financés (notamment les voyages) pour la participation à des festivals, résidences, formations, réunions de réseaux etc. Plus de 650 appels de mobilité transfrontalière sont

¹ Voir notamment le dernier annuaire de la mobilité culturelle (2025) : <https://on-the-move.org/resources/library/cultural-mobility-yearbook-2025>

ainsi relayés chaque année, appels qui sont enrichis par la mise à disposition de plus de [60 guides de financements de la mobilité](#) qui incluent plus de 2500 dispositifs. Les derniers guides en date sont focalisés sur la région Caraïbe et les pays Nordiques-baltes. D'autres guides sont aussi co-produits par exemple avec la Fondation Asie-Europe.

- Un service sur mesure pour répondre aux questions des artistes et des professionnels de la culture sur les questions en lien avec les aspects administratifs de leur mobilité (visas, protection sociale, fiscalité, douane etc.) via les Points d'Information sur la Mobilité ou MIPs / [Mobility Info Points](#) qui sont aujourd'hui au nombre de 9 dans les pays de l'UE plus en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Ces services sont personnalisés : ce sont des personnes, expertes sur ces questions, qui répondent directement aux artistes et professionnels de la culture.

Ces services fonctionnent principalement grâce au soutien des gouvernements dans lesquels ils sont implantés et leurs services sont aussi en lien direct avec d'autres ministères (affaires sociales, intérieures, étrangères) et d'autres administrations ainsi que des experts et juristes.

- enfin une action de plaidoyer pour défendre une mobilité plus juste, équitable et responsable via des analyses de données et des recherches sur la mobilité et des sujets parfois peu documentés ou moins visibles : la mobilité des artistes en situation de handicap, la circulation et la visibilité des artistes autochtones, la question de la mobilité culturelle et de la justice sociale, les enjeux de parentalité et de carrière à l'international, entre autres sujets. On the Move étudie la question des mobilités forcées, de la relocalisation urgente d'artistes en danger à l'inclusion active d'artistes exilés dans leur nouveau contexte, sujet qui fait partie d'un travail minutieux de recherche et de concertation, qui mènera à proposer en fin d'année de nouveaux instruments politiques, programmes et mécanismes de soutien pilotés par des institutions internationales, des gouvernements locaux et nationaux ou la société civile².

Là encore sur ces sujets, c'est le travail du réseau en lien avec ses membres, des partenaires et des contributeurs (y compris au niveau gouvernemental) qui est crucial pour embrasser la complexité de la mobilité culturelle et ses évolutions et besoins multiples et fluctuants.

² Références de publications en ligne : sur la mobilité des artistes en situation de handicap : <https://on-the-move.org/resources/library/cultural-mobility-flows-international-mobility-disabled-artists-and-culture>, sur la mobilité des artistes-parents : <https://on-the-move.org/resources/library/cultural-mobility-flows-parenting-and-international-cultural-mobility> ; sur la question des artistes en exil : <https://on-the-move.org/resources/library/intersecting-temporalities-risk-and-displaced-artists-transition-volume-1-scoping>; <https://on-the-move.org/resources/library/policy-and-practice-eu-pathways-impediments-and-patchwork-solutions-volume-2>.

Question 1: On structural imbalances in global cultural exchanges

How does your work seek to address the structural imbalances that shape global cultural flows, whether in terms of the circulation of cultural goods and services or the mobility of artists and other cultural professionals?

First of all, I would like to thank UNESCO for inviting me to represent the On the Move network, which is a fine example of the many exchanges and joint actions that have taken place over the last few years.

Thank you very much Véronique for your introduction, and Natalia and Luanda for your comments, some of which fully echo what I am about to share.

My responses will of course be linked to the experience of On the Move, the information network on the international mobility of artists and cultural professionals, which I have been lucky enough to coordinate since 2012. The On the Move network, first set up as a website in 2002, now has 86 members in 32 countries, notably in Europe, Asia, North America, Africa and the SWANA region. The network includes mobility funders, mobility information points, cultural networks, international information platforms, national organisations with international action, individual experts etc., active in all artistic disciplines.

The network is co-financed by the French Ministry of Culture and the European Union, and via numerous international projects.

There are many forms of structural imbalance affecting cross-border and transcontinental movements in the artistic and cultural sector. A few figures can sum it up, based on our latest reports:

- 1) although our monitoring system is international, 75% of the funding relayed on our site nevertheless comes from public or private structures located in Europe, and particularly in Western and Northern Europe,
- 2) more than 35% of administrative questions concern visas and work permits,
- 3) only 2.5% of calls for mobility include costs relating to accessibility (in terms of disability, parenthood, artists at risk, etc.)

In conjunction with our members and the many partnerships we are forging around the world, we are trying to respond to this highly contrasting context, where mobility, far from being a choice, is often a means of repairing what artists and cultural professionals cannot find in their own context, through **three types of action**:

- Free, regular and, as far as possible, up-to-date access to funded mobility calls (including travel) for participation in festivals, residencies, training courses, network meetings, etc. More than 650 cross-border mobility calls are relayed each year, and these calls are enhanced by the provision of more than 60 mobility funding guides covering more than 2,500 schemes. The latest guides focus on the Caribbean region and the Nordic-Baltic countries. Other guides are also co-produced, for example with the Asia-Europe Foundation.

- A tailor-made service to answer the questions of artists and cultural professionals on the administrative aspects of their mobility (visas, social protection, taxation, customs, etc.) via the Mobility Info Points (MIPs), of which there are currently 9 in the EU plus the United Kingdom and the USA.

These services are personalised, with people who are experts in these matters providing direct answers to artists and cultural professionals. These services operate mainly with the support of the governments in which they are based. They also have direct links with other ministries (social affairs, home affairs, foreign affairs) and other government departments, as well as experts and lawyers.

- finally, advocacy to defend fairer, more equitable and responsible mobility through data analysis and research into mobility and subjects that are sometimes little documented or less visible: the mobility of artists with disabilities, the circulation and visibility of indigenous artists, the question of cultural mobility and social justice, issues of parenthood and international careers, among other subjects. On the Move has been studying the issue of forced mobility, from the urgent relocation of artists in danger to the active inclusion of exiled artists in their new context, a subject that is part of a meticulous work of research and consultation, which will lead to proposals at the end of the year for new policy instruments, programmes and support mechanisms piloted by international institutions, local and national governments or civil society³.

Here again, it is the work of the network in conjunction with its members, partners and contributors (including at government level) that is crucial to embracing the complexity of cultural mobility and the importance of its contextualisation and multiple developments.

³ Online references: on the mobility of disabled artists : <https://on-the-move.org/resources/library/cultural-mobility-flows-international-mobility-disabled-artists-and-culture>, on artists-parents in mobility : <https://on-the-move.org/resources/library/cultural-mobility-flows-parenting-and-international-cultural-mobility> ; On the question of artists in exile : <https://on-the-move.org/resources/library/intersecting-temporalities-risk-and-displaced-artists-transition-volume-1-scoping>; <https://on-the-move.org/resources/library/policy-and-practice-eu-pathways-impediments-and-patchwork-solutions-volume-2>.

Question 2 : Aujourd'hui, les gens ont l'habitude d'accéder gratuitement à la culture en ligne. C'est devenu une habitude. Mais cela pose de réels problèmes lorsqu'il s'agit de rémunérer équitablement les artistes et d'assurer la pérennité du travail créatif. D'après vous, comment pouvons-nous faire en sorte que les environnements numériques favorisent à la fois l'accès et la diversité, tout en valorisant et en protégeant les artistes, au lieu de renforcer les inégalités existantes ?

Si Internet avait été un pays en 2021, soit un an après le début de la pandémie COVID, il aurait été le premier pays de destination des mobilités des artistes et des professionnels de la culture⁴. Aujourd'hui, ce sont plus les formats hybrides mêlant temps de travail en ligne et par exemple une résidence en présentiel qui forment la partie principale des mobilités digitales, soit une moyenne de 10-12% des appels depuis 2022 recensés sur le site d'On the Move. Avec une plus grande concentration d'appels sur les formations ou ateliers de montée en compétence et une plus grande représentation de pays en Asie en termes de structures proposant ce type de formats de mobilité.

Sur la base de nos différents rapports et de nos Forums depuis 2022, tout comme d'autres thématiques, le numérique tel une nouvelle zone de mobilité, tel un nouveau pays propose des nouvelles formes de partenariats ou de visibilité mais aussi des formes d'obstacles plus ou moins visibles : l'accès aux technologies, inégal, en fonction des pays, de nouvelles formes de censure plus ou moins visibles, un impact environnemental de plus en plus mesurable, et surtout une absence ou du moins une baisse de rémunération pour les artistes et professionnels de la culture concernés. Comme l'a très bien résumé Cryine Gannoun directrice du Théâtre El Hamra lors de notre [Forum sur la Mobilité culturelle organisé en 2023 à Tunis avec Culture Funding Watch](#) : avec le numérique 'nous devenons de plus en plus invisibles sur la scène internationale'. Moins d'invitations, plus de propositions virtuelles sans rémunération ou peu, et une absence de connexion avec des publics et des professionnels dans le ou les pays de destination sont notamment déplorés.

En résumé, les opportunités digitales de la mobilité peuvent être un atout mais elles doivent rester un choix et non une proposition imposée aux artistes et professionnels de la culture, surtout pour celles et ceux éloignés des opportunités de mobilité et de visibilité. Surtout elles doivent être encadrées de façon réglementaire et en termes de rémunération.

⁴ Référence : Annuaire de la Mobilité Culturelle 2022: <https://on-the-move.org/resources/library/cultural-mobility-yearbook-2022>

Question 2: Today, people are used to accessing culture online for free. It's become a habit. But this raises real challenges when it comes to fairly paying artists and making sure creative work remains sustainable. From where you stand, how can we make sure that digital environments support both access and diversity, while also valuing and protecting artists. Instead of reinforcing existing inequalities?

If the Internet had been a country in 2021, i.e. one year after the start of the COVID pandemic, it would have been the leading destination country for the mobility of artists and cultural professionals⁵. Today, it is more the hybrid formats combining online working time and a face-to-face residency, for example, that form the main part of digital mobility, representing an average of 10-12% of calls since 2022 recorded on the On the Move website. There is a greater concentration of calls for training courses or skills-building workshops, and a greater representation of countries in Asia in terms of structures offering this type of mobility format.

On the basis of our various reports and Forums since 2022, just like other themes, digital technology, like a new area of mobility, like a new country, offers new forms of partnerships and visibility, but also more or less visible obstacles: unequal access to technologies, depending on the country, new and more or less visible forms of censorship, an increasingly measurable environmental impact, and above all an absence or at least a drop in remuneration for the artists and cultural professionals concerned.

As Cryine Gannoun, director of the Théâtre El Hamra, summed it up so well at our Forum on Cultural Mobility organised in Tunis in 2023 with Culture Funding Watch: with digital technology “we are becoming increasingly invisible on the international scene”. Fewer invitations, more virtual proposals with little or no remuneration, and a lack of connection with audiences and professionals in the country or countries of destination are some of the things deplored.

To sum up, digital opportunities for mobility can be an asset, but they must remain a choice and not an imposed proposition for artists and cultural professionals, especially for those who are far removed from opportunities for mobility and visibility. Above all, they must be regulated and remunerated.

⁵ Reference : Cultural Mobility Yearbook 2022 : <https://on-the-move.org/resources/library/cultural-mobility-yearbook-2022>

Question 3 : Regarder vers l'avenir : Les ministres du monde entier se réuniront à Barcelone en septembre pour la Conférence MONDIACULT 2025. Si vous aviez la possibilité de suggérer une action concrète qu'ils devraient entreprendre - quelque chose qui pourrait vraiment faire la différence en favorisant des échanges culturels plus équitables et diversifiés au cours des cinq prochaines années – qu'elle serait-elle ?

En lien avec la Convention et l'article 16 sur le traitement préférentiel, un article et un mécanisme trop peu utilisé comme l'atteste la mise en place d'un groupe de réflexion sur le sujet dont les recommandations ont été présentées et adoptées en février dernier lors du dernier comité intergouvernemental de la Convention, la recommandation principale que nous aurions avec nos membres et des partenaires actifs sur ces questions (notamment le [Conseil International de la Musique](#), [Africalia](#), [Zone Franche](#), [Culture et Développement](#) et le [réseau Pearle*](#)) serait de prendre en compte ce qui est déjà mis en œuvre, testé et qui pourrait être largement amplifié, la **question des visas**.

Des solutions existent et sont mises en place par des organisations de la société civile ou d'autres structures parfois soutenues par les Parties de la Convention : les Points d'Information sur la Mobilité, le Comité Visas Artistes en France, des guides pour former le secteur sur les visas Schengen ou former les personnels consulaires sur les réalités des conditions de travail des artistes et professionnels de la culture.

Mais, et en lien avec les articles 11 et 12 de la Convention, ces actions doivent être amplifiées par un soutien politique et financier plus affirmé des Parties ayant ratifié la Convention et particulièrement dans les pays développés et également via des flux de mobilité facilités en évitant la mise en place de 'listes d'artistes' pouvant bénéficier de procédures a priori facilitées de visas.

La situation s'aggrave de jour en jour, les responsables du Comité Visa Artistes en France notent par exemple que le pourcentage de règlement des cas de visas a chuté de 70% à 50% en moins de deux ans. Il est évident que les nombreux pays qui soutiennent la coopération internationale et donc la mobilité des artistes ont également une politique de visas qui accompagne ces programmes d'échange. Pourtant, la pratique nous montre que les politiques culturelles et de visa manquent souvent d'un tel alignement (des artistes palestiniens en ont fait l'expérience douloureuse et injuste récemment...). Ce type de situation trop fréquent a un impact extrêmement négatif à de multiples niveaux : économique bien sûr et très souvent sur des fonds publics, mais aussi en termes de perte de visibilité et de mise en réseau professionnelle, et également sur la santé mentale des artistes et professionnels de la culture concernés particulièrement ceux en situation de risque.

Il s'agit moins de recréer des listes, de nouvelles plateformes Internet mais bien de partir de l'existant qui est si riche mais sous exploité et insuffisamment déployé. Les moyens du changement existent et il est temps d'agir ensemble pour revenir à l'essence même du droit et des besoins liés à la mobilité des artistes et professionnels de la culture.

Comme le disait très justement Mme Dereka Deleveaux-Grant, Directrice de la Culture au sein du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture des Bahamas, lors d'une discussion sur les manières de repenser les échanges culturels transfrontaliers et la mobilité, pendant le [Sommet Mondial sur les Arts et la Culture à Séoul](#) organisé en mai dernier par l'IFACCA et le conseil des arts de Corée. 'La mobilité n'est pas une tendance mais une tradition'.... Une tradition de voyage, de connexions et d'échanges avec l'idée sous-jacente et cruciale que si cette possibilité de mobilité est enlevée, c'est une part de notre humanité et bien sûr de diversité que l'on nous enlève. C'est en ce sens, particulièrement dans le contexte actuel de polycrises et de guerres où les mobilités forcées sont en nombre croissant, que nous appelons à une relation de confiance ainsi qu'une complémentarité d'actions et de responsabilités partagées entre les Parties, les Ministres de la culture et les organisations de la société civile.

En lien avec les articles 8, 11, 16 et 17 de la Convention ainsi que le principe directeur 1 sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, nous appelons donc les ministres de la Culture à mettre en place avec les organisations de la société civile concernées à l'horizon 2030 :

1) 20 Points d'Informations sur la Mobilité (au lieu de 11 actuellement) en collaboration avec ceux existants,

2) des outils d'aide à la décision mettant en lien de façon plus régulière les personnels concernés des ministères de la culture et des affaires intérieures et étrangères, par exemple sur le modèle du [Comité Visas Artistes](#), ce qui permettrait également de prendre en compte de façon plus systématique l'article 16 de la Convention,

3) un soutien financier dédié pour des organisations existantes, pour des formations / sessions de sensibilisation sur les procédures de visas auprès du secteur (de plus en plus d'artistes recourant à l'IA pour trouver des informations sur les procédures de visas),

4) un plan des Nations Unies pour la sécurité des artistes (comme il existe depuis 2012 un plan des NU pour la sécurité des journalistes) qui permettrait une meilleure prise en compte des situations de crise que traversent les arts et la culture au niveau global – non seulement sur les questions de liberté artistique et de censure mais également de conflits armés.

Question 3: Looking ahead: Ministers from around the world will be gathering in Barcelona this September for the 2025 MONDIACULT Conference. If you had the chance to suggest one concrete action they should take – something that could really make a difference in fostering more equitable and diverse cultural exchanges over the next five years – what would it be?

In relation to the Convention and Article 16 on preferential treatment, an article and mechanism that is too little used, as demonstrated by the setting up of a think tank on the subject whose recommendations were presented and adopted last February at the Convention's last intergovernmental committee meeting, the main recommendation that we would have with our members and partners active on these issues (notably the International Music Council, Africalia, Zone Franche, Culture et Développement and Pearle*) would be to take into account what has already been implemented and tested, and which could be widely expanded, **the issue of visas**.

Solutions do exist and have been put in place by civil society organisations or other structures sometimes supported by the Parties to the Convention: Mobility Information Points, the Comité Visas Artistes in France, guides to train the sector on Schengen visas or to train consular staff on the realities of working conditions for artists and cultural professionals.

However, and in line with articles 11 and 12 of the Convention, these actions must be amplified through stronger political and financial support from the Parties that have ratified the Convention, particularly in developed countries, and through facilitated mobility flows by avoiding the creation of “lists of artists” who can benefit from a priori facilitated visa procedures.

The situation is getting worse by the day, with those in charge of the Comité Visa Artistes in France noting, for example, that the percentage of visa cases settled has fallen from 70% to 50% in less than two years. It is clear that the many countries that support international cooperation and therefore the mobility of artists also have a visa policy that accompanies these exchange programmes. However, practice shows us that cultural and visa policies often lack such alignment (Palestinian artists recently had painful and unfair experience of this...). This type of all-too-frequent situation has an extremely negative impact at multiple levels: economic, of course, and very often on public funds, but also in terms of loss of visibility and professional networking, and on the mental health of the artists and cultural professionals concerned, particularly those at risk.

It is therefore less a question of recreating lists and new Internet platforms than of building on what already exists, which is so rich but under-exploited and insufficiently deployed. The means for change exist and it is time to act together to return to the very essence of the law and the needs linked to the mobility of artists and cultural professionals.

As Ms Dereka Deleveaux-Grant, Director of Culture in the Bahamas Ministry of Youth, Sports and Culture, rightly said during a discussion on ways of rethinking cross-border cultural exchanges and mobility at the World Summit on Arts and Culture in Seoul organised by IFACCA and the Korea Arts Council last May. Mobility is not a trend but a tradition'.... A tradition of travel, connections and exchanges, with the crucial underlying idea that if this possibility of mobility is taken away, a part of our humanity and of course of our diversity is taken away. It is in this sense, particularly in the current context of polycrisis and war, where forced mobility is on the increase, that we are calling for a relationship of trust and complementary actions and shared responsibilities between the Parties, Ministers of Culture and civil society organisations.

In line with Articles 8, 11, 16 and 17 of the Convention and guiding principle 1 on respect for human rights and fundamental freedoms, we therefore call all Ministers of Culture for the following to be set up with the civil society organisations concerned by 2030:

- 1) 20 Mobility Information Points** (instead of the current 11) in collaboration with existing ones,
- 2) decision-making tools** that bring together the relevant staff from the Ministries of Culture and Home and Foreign Affairs on a more regular basis, for example along the lines of the Comité Visas Artistes, which would also enable article 16 of the Convention to be taken into account more systematically,
- 3) dedicated financial support for existing organisations**, for training / awareness-raising sessions on visa procedures for the sector (more and more artists are using AI to find information on visa procedures)
- 4) a UN plan for the safety of artists** (as there has been a UN plan for the safety of journalists since 2012), which would enable better account to be taken of the crisis situations facing the arts and culture at global level - not only on issues of artistic freedom and censorship but also armed conflicts.